



Conseil d'administration

346^e session, Genève, octobre-novembre 2022

Section institutionnelle

INS

Date: 14 octobre 2022

Original: anglais

Quatorzième question à l'ordre du jour

Rapport sur l'évolution de la situation au regard de la Résolution concernant l'agression commise par la Fédération de Russie contre l'Ukraine du point de vue du mandat de l'Organisation internationale du Travail

► Introduction

1. À sa 344^e session (mars 2022), le Conseil d'administration a adopté une Résolution concernant l'agression commise par la Fédération de Russie contre l'Ukraine du point de vue du mandat de l'Organisation internationale du Travail (OIT) ¹. Dans cette résolution, il a prié le Bureau international du Travail (BIT) de fournir toute l'assistance possible aux mandants tripartites en Ukraine. Il l'a également prié de collaborer avec les mandants à l'élaboration de programmes visant à soutenir les personnes qui ont fui l'Ukraine. Il a enfin décidé dans sa résolution de suspendre provisoirement toute activité de coopération ou d'assistance technique en faveur de la Fédération de Russie, sauf pour les besoins de l'aide humanitaire, ainsi que de suspendre les invitations conviant la Fédération de Russie à participer aux réunions d'experts à caractère discrétionnaire, aux conférences et aux séminaires dont la composition était fixée par lui.

¹ GB.344/Résolution.

2. Après examen d'un premier rapport sur l'application de la résolution, qui lui a été soumis à sa 345^e session (juin 2022)², le Conseil d'administration a demandé au Directeur général de lui présenter, pour décision à sa 346^e session (octobre–novembre 2022), différentes solutions détaillées, estimations budgétaires à l'appui, dans l'hypothèse d'une relocalisation de l'Équipe d'appui technique au travail décent et bureau de pays de l'OIT pour l'Europe orientale et l'Asie centrale (ETD/BP-Moscou), entre autres hypothèses envisagées pour sauvegarder les activités de coopération ou d'assistance technique en faveur de tous les autres pays de la région³. Dans la même décision, le Conseil d'administration a réitéré les demandes qu'il avait formulées dans sa résolution initiale et prié le Directeur général de continuer de suivre la situation en Ukraine et de lui soumettre un nouveau rapport sur l'application de la résolution pour examen à sa 346^e session. Le présent document, établi comme suite à la décision du Conseil d'administration, fait le point sur l'évolution de la situation et sur ses conséquences pour le monde du travail en Ukraine, dans les pays voisins et dans le reste du monde. Il expose aussi les mesures prises par le Bureau et les possibilités à examiner pour donner effet à la résolution.

► Évolution générale

3. L'agression militaire menée par la Fédération de Russie en Ukraine, qui a débuté le 24 février 2022, se poursuit depuis huit mois. Si les premières offensives ont touché de nombreuses parties du pays, y compris Kyïv, sa capitale, les combats se concentrent principalement aujourd'hui dans les régions méridionales et orientales du pays. Toutefois, le climat de peur suscité par les frappes de missiles qui s'abattent régulièrement sur tout le territoire et la destruction systématique des infrastructures continuent de peser lourdement sur la vie sociale et économique de la population. Au gré de l'évolution de la situation, les flux de réfugiés ont commencé à décroître. Selon des données émanant du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), à la fin septembre 2022, on recensait dans toute l'Europe plus de 7,4 millions de réfugiés venant d'Ukraine. On estime que le nombre des déplacés à l'intérieur du pays s'élève à 7,1 millions de personnes⁴.
4. Le 23 juin 2022, le Conseil européen a approuvé l'avis formulé par la Commission européenne⁵ et accordé le statut de pays candidat à l'Ukraine et à la République de Moldova, lançant ainsi le processus formel des négociations d'adhésion, qui devraient débuter en 2023. La Présidente de la Commission européenne a annoncé par la suite, en septembre, que l'accès de l'Ukraine au marché unique de l'Union européenne (UE) allait être facilité. Début juillet 2022, la Suisse et l'Ukraine ont organisé conjointement à Lugano, en Suisse, une conférence sur le relèvement de l'Ukraine qui a réuni 58 délégations internationales, composées de représentants de gouvernements et d'organisations internationales. Cette conférence a permis à une quarantaine de pays de concrétiser leur mobilisation et leur engagement politique par l'octroi à l'Ukraine d'un soutien coordonné dans les domaines politique, financier et de la reconstruction, de lancer le processus de relèvement et de reconstruction du pays et de définir les principes sur lesquels ce processus devrait être fondé⁶.

² GB.345/INS/5/3.

³ GB.345/PV/Projet, paragr. 189.

⁴ HCR, [Operational data portal – Ukraine refugee situation](#), au 29 septembre 2022.

⁵ Commission européenne, [Commission Opinion on Ukraine's application for membership of the European Union](#), juin 2022.

⁶ Voir www.urc2022.com/conference-materials et [Lugano Declaration and Principles](#).

5. Lors de cette conférence, le gouvernement ukrainien a également présenté un plan de relèvement national axé sur la résilience, la reprise, la modernisation et la croissance ⁷. Ce plan met l'accent sur les ambitions de l'Ukraine en matière d'intégration dans l'Union européenne et d'accès aux marchés de l'UE et du G7, propose la création d'un environnement favorable aux entreprises, appelle à investir dans le capital humain et prévoit des mesures visant à assurer la stabilité macroéconomique et la sécurité nationale. Une réflexion a été engagée en Ukraine en vue d'élaborer un plan de relèvement plus détaillé, mais la participation des partenaires sociaux reste pour l'heure limitée. Les débats de la conférence n'ont guère fait de place aux questions concernant le rôle du système des Nations Unies dans le processus de reconstruction, la promotion de l'emploi, les droits des travailleurs et le dialogue social.
6. Pendant la conférence, la Présidente de la Commission européenne a annoncé la création d'une plateforme pour la reconstruction de l'Ukraine, «Rebuild Ukraine», codirigée par la Commission et le gouvernement ukrainien, qui serait chargée d'approuver un plan de reconstruction élaboré et mis en œuvre par l'Ukraine, avec le soutien administratif et l'assistance technique de l'UE. Pour appuyer la mise en œuvre de ce plan, la Commission a proposé la création de la facilité «Rebuild Ukraine» ⁸, qui sera le principal instrument juridique utilisé par l'UE pour soutenir l'Ukraine, par un système de subventions et de prêts.
7. À la date d'élaboration du présent rapport ⁹, les États Membres soutenant l'Ukraine ont déjà mobilisé d'importantes ressources financières en vue de renforcer la résilience économique, sociale et financière du pays, sous la forme principalement d'une assistance macrofinancière, d'un appui budgétaire, d'une aide d'urgence, de mesures de lutte contre la crise et d'une aide humanitaire. On estime que les fonds versés et ceux promis par les États Membres et les institutions financières internationales avoisinent au total les 43,6 milliards de dollars des États-Unis (dollars É.-U.) ¹⁰. Ce chiffre comprend les financements d'urgence supplémentaires qui ont été approuvés par la Banque mondiale en juin et août 2022, qui atteignent à ce jour 13 milliards de dollars É.-U., dont la moitié environ avait été décaissée à la fin du mois de juillet 2022. Il s'agit le plus souvent de subventions destinées à permettre le maintien de services essentiels, comme le versement des prestations sociales et des pensions. Des responsables de la Banque mondiale ont insisté sur la nécessité d'accorder davantage d'attention aux réformes, à la transparence et à la gouvernance en Ukraine alors que le pays se prépare à s'engager sur la voie d'une reconstruction durable ¹¹.
8. Le 22 juillet, un accord visant à faciliter l'exportation des céréales ukrainiennes a été conclu sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ¹². L'Initiative céréalière de la mer Noire a pour objectif de garantir la sécurité de la navigation en vue de l'exportation de céréales et de denrées alimentaires apparentées, ainsi que d'engrais, y compris d'ammoniac, depuis les ports d'Odessa, de Tchornomorsk et de Youjne. Sa mise en œuvre est facilitée par le Centre de coordination conjoint institué le 27 juillet 2022 à Istanbul, qui réunit des représentants de l'Ukraine, de la Fédération de Russie, de la Türkiye et de l'ONU. Les premières évaluations

⁷ Ukraine's National Recovery Plan, juillet 2022.

⁸ Commission européenne, [Ukraine: la commission propose un plan pour une réponse immédiate de l'Union aux besoins de financement de l'Ukraine et pour sa reconstruction à plus long terme](#), mai 2022.

⁹ La rédaction du présent document a été achevée le 29 septembre 2022. Si des événements importants survenaient après cette date, le Bureau en ferait part oralement au Conseil d'administration.

¹⁰ Données tirées de Arianna Antezza *et al.*, «The Ukraine Support Tracker: Which countries help Ukraine and how?», Kiel Working Paper, n° 2218, 18 août 2022.

¹¹ Banque mondiale, [communiqué de presse](#) du 8 août 2022.

¹² [Initiative on the Safe Transportation of Grain and Foodstuffs from Ukrainian Ports](#), juillet 2022.

réalisées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) montrent que cette initiative a déjà contribué à faire baisser les cours des grains, des céréales et des oléagineux¹³. En outre, au vu de la grave situation créée par le conflit armé qui fait rage dans cette zone, l'OIT a mobilisé les partenaires sociaux ainsi que d'autres organismes des Nations Unies participant à l'initiative afin de s'assurer que les droits des travailleurs concernés sont pris en considération, notamment pour ce qui est de la composition des équipages, des temps de repos fixés et du respect des normes relatives à la sûreté et à la santé au travail. Le gouvernement ukrainien a également pris il y a peu des dispositions procédurales exemptant certains marins de la conscription, à savoir notamment, mais non exclusivement, ceux qui participent à la mise en œuvre de l'Initiative céréalière de la mer Noire ainsi que d'autres qui se trouvent actuellement en mer dans les eaux internationales.

9. L'inquiétude monte aussi en ce qui concerne la sécurité des travailleurs de la centrale nucléaire occupée de Zaporijia. Bien que tous les réacteurs soient maintenant à l'arrêt, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a averti dans un rapport du 6 septembre 2022 que des risques importants continuaient de peser sur la sécurité et l'intégrité de la centrale. Les préoccupations de l'AIEA sont principalement liées aux bombardements qui continuent de frapper les installations de stockage du combustible nucléaire et les lignes électriques acheminant l'énergie nécessaire au refroidissement des réacteurs¹⁴. En outre, du point de vue de l'OIT, il y a lieu de s'inquiéter de la détérioration des conditions de travail et de sécurité dans lesquelles opèrent les travailleurs, surtout en raison du risque d'exposition accru aux radiations qui pèse sur eux, un risque qui exigerait des mesures de surveillance permanentes sur le site et en dehors de celui-ci, ainsi que des mesures de préparation aux situations d'urgence, comme l'AIEA l'écrit dans son rapport¹⁵. Ces inquiétudes sont partagées par l'IndustriALL Global Union et l'International Nuclear Workers' Union Network, qui lui est affilié. De plus, du personnel ukrainien continue de travailler sur le site¹⁶. Or, au moment de la rédaction du présent rapport, il est difficile de dire si ce travail est exécuté de manière volontaire et sans contrainte, ce qui fait également craindre que ce personnel soit soumis au travail forcé¹⁷.
10. Le 22 septembre, le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu une réunion de haut niveau avec la participation des ministres des affaires étrangères. Les discussions ont été axées sur la responsabilité juridique encourue en cas de crimes de guerre commis au cours du conflit en Ukraine, le Secrétaire général, Antonio Gutierrez, et d'autres intervenants ayant insisté sur la nécessité d'une coopération pleine et entière avec la Cour pénale internationale. Nombre de participants ont également exprimé leur préoccupation face au spectre d'une guerre nucléaire et d'une nouvelle escalade liée aux référendums imposés pour décréter l'annexion de portions du territoire ukrainien à la Fédération de Russie et à la mobilisation partielle des ressortissants russes¹⁸. Le 23 septembre, le président de la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine a confirmé, dans un point de situation à la 51^e session du Conseil

¹³ CNUCED, «Black Sea Grain Initiative helps stabilize global food markets», 12 septembre 2022.

¹⁴ AIEA, *Nuclear Safety, Security and Safeguards in Ukraine*, 2nd Summary Report by the Director General, 28 avril-5 septembre 2022.

¹⁵ La Fédération de Russie et l'Ukraine ont ratifié la convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960, respectivement le 22 septembre 1967 et le 19 juin 1968.

¹⁶ Onze mille personnes travaillaient sur le site de la centrale nucléaire avant l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie le 24 février. Les autorités ukrainiennes refusent de révéler leur nombre actuel, invoquant des motifs de sécurité.

¹⁷ La Fédération de Russie et l'Ukraine ont ratifié toutes les conventions fondamentales.

¹⁸ ONU, *communiqué de presse* du 22 septembre 2022.

des droits de l'homme, que des preuves de la perpétration de crimes de guerre avaient été recueillies ¹⁹. Il a mentionné, parmi ces crimes présumés, l'utilisation d'armes à sous-munitions, des attaques aveugles contre des civils et des militaires, d'innombrables exécutions et l'utilisation de la violence sexuelle ou fondée sur le genre.

► Conséquences mondiales de la crise

11. Plus de huit mois se sont écoulés depuis le début des hostilités en Ukraine et le bilan humain effroyable dont elles sont la cause directe ne cesse de s'alourdir, qu'il s'agisse de pertes en vies humaines, de déplacements de population, de séparations de familles, de pertes d'emplois et de revenus, de l'accès encore plus difficile à des services essentiels de santé et d'éducation pour les ménages à faible revenu ou encore de l'accroissement des vulnérabilités et des inégalités. Le conflit compromet indubitablement la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier des cibles se rapportant à la réduction de la pauvreté et des inégalités. Parallèlement, il exacerbe les inégalités de genre et les inégalités socio-économiques préexistantes et pourrait réduire à néant les avancées enregistrées en matière d'égalité de genre.
12. Alors que différents pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire commençaient tout juste à se relever de la pandémie de COVID-19, le déclenchement du conflit en Ukraine est venu bouleverser le paysage mondial des migrations et des envois de fonds. Selon la Banque mondiale, les envois de fonds vers l'Ukraine devraient augmenter de plus de 20 pour cent en 2022 ²⁰. Dans le même temps, les envois individuels vers de nombreux pays d'Asie centrale devraient chuter nettement, compte tenu du grand nombre de migrants travaillant en Fédération de Russie.
13. Le spectre initial d'une crise alimentaire mondiale ²¹ s'éloigne peu à peu, grâce notamment à la reprise des exportations de céréales ukrainiennes permise par l'Initiative céréalière de la mer Noire. L'indice des prix des produits alimentaires établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a connu en août sa cinquième baisse mensuelle consécutive mais, de manière générale, les prix sont demeurés supérieurs de près de 8 pour cent aux niveaux qu'ils affichaient en août 2021 ²². Le Programme alimentaire mondial prévoit néanmoins que le nombre de personnes fortement exposées à l'insécurité alimentaire va atteindre 345 millions ²³. Les prix de l'énergie restent élevés, encore qu'il existe des différences importantes entre le pétrole et le gaz, ainsi qu'entre les régions. L'Europe pâtit particulièrement de la forte augmentation du prix du gaz car elle est plus tributaire des livraisons russes. Les marchés financiers se sont plus ou moins stabilisés depuis le déclenchement du conflit. Toutefois, des obstacles majeurs restent à surmonter, et les banques centrales s'efforcent de maîtriser une forte inflation encore attisée par le conflit en augmentant rapidement les taux d'intérêt, ce qui devrait freiner la croissance et risque même de plonger l'économie mondiale dans la récession. Selon la Banque mondiale, le

¹⁹ Erik Møse, *Update by the Chair of the Independent International Commission of Inquiry on Ukraine at the 51st session of the Human Rights Council*, 23 septembre 2022.

²⁰ Banque mondiale, *communiqué de presse* du 11 mai 2022.

²¹ ONU, «*Global Impact of War in Ukraine on Food, Energy and Finance Systems*», Brief n° 1, 13 avril 2022.

²² FAO *Situation alimentaire mondiale*.

²³ WFP, *WFP Global Operational Response Plan: Update #5*, juin 2022.

ralentissement est inhabituellement brutal: la trajectoire anticipée pour la période 2021-23 révèle qu'il faut s'attendre au plus fort déclin que la croissance mondiale ait connu dans le sillage d'un premier rebond après récession depuis 1970²⁴. Les pays à faible revenu sont particulièrement touchés, car le conflit a creusé leurs déficits commerciaux en raison de la hausse des prix des carburants, des produits alimentaires et des engrais qui s'échangent principalement en dollars É.-U., ce qui a eu pour effet d'alourdir le fardeau de leur dette souveraine²⁵. L'effet conjugué de l'inflation continue et du ralentissement économique devrait prolonger ce que l'ONU appelle une «crise du coût de la vie»²⁶ et causer davantage de tensions encore sur le marché du travail. Afin de mettre au point une réponse adéquate en insistant sur le rôle central de l'emploi pour atténuer cette «crise du coût de la vie», l'OIT a activement participé aux travaux du Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière²⁷.

► Conséquences sur l'emploi, les moyens de subsistance et les entreprises en Ukraine

14. L'économie ukrainienne a été frappée de plein fouet par les hostilités. La Banque nationale d'Ukraine anticipe une perte de production économique de 33,4 pour cent en 2022. Selon certaines estimations, le conflit aurait déjà entraîné au moins 114,5 milliards de dollars É.-U. de dommages et le coût de la reconstruction est évalué à 198 milliards de dollars É.-U. Environ 72 pour cent (soit 82,9 milliards de dollars É.-U.) de ces dommages concernent des habitations et des infrastructures publiques, mais les entreprises ont également subi des pertes d'actifs matériels se chiffrant à au moins 9,7 milliards de dollars É.-U., tandis que les pertes du secteur agricole s'élèvent à 4,3 milliards de dollars É.-U.²⁸. Le conflit armé, les risques de sécurité, l'exode massif de population, la forte inflation, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la destruction des infrastructures publiques et des sites de production pèsent lourdement sur l'emploi. Même au bout de huit mois, il n'est pas possible d'estimer précisément l'ampleur des pertes d'emplois que l'Ukraine a subies en conséquence du conflit. Selon l'OIT, en 2022, l'emploi accusera un recul de 15,5 pour cent par rapport à l'année précédente, ce qui représente une perte de 2,4 millions d'emplois pendant les hostilités²⁹.
15. Ces chiffres n'infirmement pas les prévisions antérieures de l'OIT³⁰, mais signifient que les pertes d'emplois ont été nettement plus importantes au début du conflit, certains travailleurs ayant

²⁴ Justin Damien Guénette *et al.*, *Is a Global Recession Imminent?*, World Bank Group, septembre 2022.

²⁵ Groupe mondial d'intervention de l'ONU en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, *Global Impact of the war in Ukraine: Energy crisis*, Brief n° 3, août 2022.

²⁶ Groupe mondial d'intervention de l'ONU en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, *Global Impact of the war in Ukraine: Billions of people face the greatest cost-of-living crisis in a generation*, Brief n° 8, juin 2022.

²⁷ Le groupe mondial d'intervention de l'ONU en cas de crise a été créé par le Secrétaire général pour aider les décideurs à mettre au point des solutions et à élaborer des stratégies en vue d'aider les pays à faire face à cette triple crise alimentaire, énergétique et financière. Le Directeur général du BIT est membre du comité de pilotage du groupe.

²⁸ Ces estimations sont régulièrement établies par la Kyiv School of Economics (KSE) en collaboration avec divers organismes publics et ne peuvent faire l'objet d'une vérification indépendante. On trouvera de plus amples informations sur le [site Web de la KSE](#).

²⁹ Pour de plus amples informations, voir *l'Observatoire de l'OIT*, 10^e édition, à paraître. Il s'agit d'une estimation médiane avec un large intervalle de prévision des pertes allant de 8,2 à 22,7 pour cent et une fiabilité de 95 pour cent.

³⁰ Note d'information de l'OIT, *Effets de la crise en Ukraine sur le monde du travail: premières évaluations*, 11 mai 2022.

pu retourner travailler lorsque des parties du pays ont été libérées des forces russes. Divers indicateurs, comme l'augmentation du nombre d'offres d'emploi et la moindre proportion d'entreprises à l'arrêt, sont révélateurs de cette amélioration³¹. Toutefois, la croissance de l'emploi va probablement concerner au premier chef des activités moins productives et moins rémunératrices. En dépit de ces améliorations, la demande d'emploi reste bien supérieure à l'offre, ce qui exerce une pression à la baisse sur les salaires. La reprise sera probablement lente et très fragile. Cette situation, à laquelle s'ajoute un déclin conséquent de la population au cours du conflit (dû à l'exode de réfugiés), va avoir pour effet à moyen terme de maintenir l'emploi largement en deçà du niveau qu'il atteignait avant l'agression, du moins tant que le conflit durera.

16. L'OIT estime qu'environ 1,6 million de réfugiés ukrainiens occupaient un emploi dans le pays avant de fuir l'agression, ce qui représente 10,2 pour cent de la population active totale. Les pertes d'emplois liées à ces départs ne sont pas réparties de manière égale entre les différentes catégories professionnelles. Avant l'agression, la plupart des réfugiés actuels étaient des employés de type administratif, travaillaient dans les services ou la vente, ou entraient dans la catégorie des cadres de direction et professions intermédiaires, notamment. En ce qui concerne leur secteur d'activité, quelque 16 pour cent d'entre eux travaillaient dans l'éducation et 7 pour cent supplémentaires dans les services de santé et les services sociaux avant leur départ³². L'exode de réfugiés a probablement eu des conséquences majeures sur la main-d'œuvre dans ces secteurs et professions en Ukraine.
17. Si les entreprises sont de plus en plus nombreuses à reprendre leurs activités, la situation est encore très variable selon les régions et les secteurs d'activité, et beaucoup d'entreprises doivent faire face à la perte de leurs investissements, de leurs infrastructures et de leurs employés, ainsi qu'à un taux d'inflation annuel qui devrait atteindre 30 pour cent. D'après la Banque nationale d'Ukraine, la proportion des entreprises fermées est passée de 42 pour cent en mars à 16 pour cent en juillet, mais plus de la moitié des entreprises prises en considération par l'étude fonctionnent à 60 pour cent voire moins de leur capacité d'avant-conflit. Si l'Initiative céréalière de la mer Noire a contribué à soutenir les exportations, il faut s'attendre à une production agricole largement en baisse en raison d'une récolte moins abondante et de difficultés incessantes pendant la période des semences.
18. Pour résumer, les pertes d'emplois conjuguées à la baisse des salaires font que les ménages parviennent difficilement à joindre les deux bouts. Les deux préoccupations majeures mentionnées par les Ukrainiens sont la diminution de leurs revenus et le manque de travail, et la moitié environ des personnes interrogées ont fait état d'une baisse importante de leur salaire³³.

► Conséquences pour les mandants de l'OIT en Ukraine

A. Gouvernement de l'Ukraine

19. La situation des principaux interlocuteurs gouvernementaux de l'OIT en Ukraine, à savoir le ministère de l'Économie et le ministère de la Politique sociale, a peu évolué au cours de la

³¹ Banque nationale d'Ukraine, *Monthly Macroeconomic and Monetary Review*, septembre 2022.

³² HCR, *Lives on hold: Intentions and perspectives of refugees from Ukraine*, Regional Intentions Report #2, septembre 2022.

³³ Banque nationale d'Ukraine, *Monthly Macroeconomic and Monetary Review*.

période visée par le présent document. Ces ministères restent actifs et opérationnels. Le gouvernement poursuit les vastes programmes d'aide au revenu destinés à tous les travailleurs et entrepreneurs qui ont perdu leur emploi ou qui ont dû cesser ou relocaliser leurs activités en raison des hostilités. Les pensions et autres prestations sociales sont versées en temps et en heure. Les ressources publiques s'amenuisant, l'économie nationale est de plus en plus tributaire de l'aide financière de la communauté internationale, dont le montant estimatif avoisine les 5 milliards de dollars É.-U. par mois.

20. Ces dernières années, le service d'État pour l'emploi est devenu l'un des principaux partenaires de l'OIT en Ukraine, avec lequel plusieurs initiatives conjointes ont été menées, notamment en vue de rendre les marchés du travail plus inclusifs. Cet important organisme public, qui compte plus de 500 bureaux et de 9 000 fonctionnaires, est en pleine refonte en raison du conflit. Comme suite aux déplacements massifs de population active, il a mis en place un système national de demande de prestations de chômage en ligne. Les prestations sont accordées après analyse numérique du profil du demandeur au regard de différentes données. La numérisation de ce processus et son intégration avec d'autres services sociaux pourraient entraîner la fermeture ou la réorganisation de plusieurs bureaux du service d'État pour l'emploi dans le pays. D'autres services ont été mis en place pour faire face à la situation actuelle, comme un dispositif de mise en adéquation de la demande et de l'offre d'emploi pour les entreprises ayant relocalisé leurs activités à l'extérieur des zones de combat ou un système de subventions destinées aux start-up. À la demande du ministère de l'Économie, le BIT offre des conseils sur les changements à apporter sur le plan juridique pour réformer le service d'État pour l'emploi et fournit à ce dernier une aide en matière de numérisation des prestations, d'orientation professionnelle, à l'intention notamment des groupes vulnérables comme les vétérans, et de formation à l'entrepreneuriat. Le cas de la réforme du service d'État pour l'emploi montre bien que, pour aider l'Ukraine, il faut agir de front sur les plans humanitaire, budgétaire et du développement, et non procéder par étapes en repoussant l'aide au développement à un stade ultérieur.
21. L'Inspection du travail est un autre partenaire public clé de l'OIT en Ukraine, dont les compétences ont été limitées par le régime de la loi martiale. Le Bureau a aidé l'Inspection du travail à adapter ses services à la situation d'urgence provoquée par l'agression menée contre l'Ukraine. Deux cents inspecteurs du travail ont ainsi été formés afin de pouvoir apporter une aide psychosociale d'urgence. L'Inspection du travail a lancé une campagne de sensibilisation aux risques de traite des personnes et d'exploitation par le travail à l'intention des réfugiés et des personnes déplacées dans le pays. Quelque 400 000 personnes en ont déjà bénéficié, d'après les estimations. De nouveaux services en ligne ont été mis sur pied pour fournir aux employeurs et aux travailleurs des conseils juridiques au sujet des contrats de travail et de la relocalisation des entreprises et de leur personnel. En outre, une enveloppe supplémentaire de 260 000 dollars É.-U. a été approuvée pour recueillir de nouvelles données sur les marchés du travail et les besoins en matière de protection sociale dans le contexte de crise actuel, ainsi que pour achever le développement d'une plateforme d'enseignement et de formation techniques et professionnels en ligne.

B. Syndicats et organisations d'employeurs ukrainiens

22. Les syndicats, les deux principales confédérations syndicales – à savoir la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) et la Confédération des syndicats indépendants d'Ukraine (KVPU) – ainsi que les trois principales organisations d'employeurs – à savoir la Fédération des employeurs d'Ukraine (FEU), la Confédération des employeurs d'Ukraine (CEU) et l'Association des organisations d'employeurs d'Ukraine (AEOU) – restent opérationnels mais sont durement

touchés par la situation. Les partenaires sociaux demeurent très préoccupés par la diminution du nombre de leurs membres et le danger qui en découle pour leur viabilité financière. Nombre des travailleurs ou entreprises affiliés sont dans l'impossibilité de régler leur contribution financière. Certaines organisations ont perdu l'intégralité des revenus qu'elles tiraient des cotisations de leurs membres. Contrairement aux institutions gouvernementales, les partenaires sociaux ne reçoivent aucune aide financière de la part de la communauté internationale, en dehors de quelques dons versés par des homologues étrangers.

23. En dépit de ces difficultés, les partenaires sociaux ont été en mesure de fournir rapidement une aide d'urgence aux personnes déplacées à l'intérieur du pays et aux entreprises relocalisées dans des zones plus sûres du pays. Avec l'appui notamment du BIT, des syndicats ukrainiens ont ouvert les portes de leurs centres de vacances et établissements de cure aux réfugiés dès le début des hostilités et ont offert plus de 13 000 nuits d'hébergement ces derniers mois. Les employeurs ont distribué des produits alimentaires et des médicaments aux personnes qui en avaient besoin dans les régions les plus touchées par le conflit, avec le soutien financier du Bureau ³⁴. Ce dernier a récemment décidé d'appuyer encore davantage ces initiatives humanitaires des partenaires sociaux en puisant 500 000 dollars É.-U. dans la réserve prévue par le budget ordinaire au titre de la coopération technique.
24. Les organisations d'employeurs et de travailleurs ont souligné d'une même voix que, en ces temps de crise, il était nécessaire de renforcer le dialogue social, d'autant que d'autres mécanismes ne peuvent être utilisés sous le régime de la loi martiale actuellement en vigueur. Elles s'attendent à ce que la société ukrainienne sorte profondément transformée du conflit, ce qui les obligera à moderniser leurs propres structures et à proposer de nouveaux services à leurs membres. L'aide du BIT a été sollicitée à cet égard.

► Mesures concernant la mise en œuvre du programme par pays de promotion du travail décent et des activités de coopération pour le développement en Ukraine

25. Pendant les premiers mois du conflit, le BIT a axé ses efforts sur l'aide humanitaire en s'associant à l'action menée par les autres organismes des Nations Unies à chaque fois qu'il le pouvait. Les partenaires de développement qui soutiennent les travaux du BIT en Ukraine ³⁵ ont accepté la réaffectation d'une partie des budgets approuvés en faveur de l'aide humanitaire, sans modification des accords pertinents. Ainsi, à la fin mai, un montant total de 1,3 million de dollars É.-U. avait été réaffecté d'urgence et décaissé, principalement pour financer l'hébergement des réfugiés dans les locaux fournis par des syndicats ukrainiens et moldoves ainsi que des campagnes de lutte contre la traite des personnes et l'exploitation par le travail.
26. L'appui que le BIT prévoit d'apporter en Ukraine ces prochains mois restera axé sur l'aide humanitaire, la stabilisation économique et la préservation de l'emploi, qui constituent autant d'aspects essentiels, selon la zone d'intervention. À l'issue de consultations avec les mandants ukrainiens, le Bureau a décidé de poursuivre ses travaux dans six domaines d'action prioritaires, à savoir: *a)* l'aide humanitaire; *b)* l'inclusion des réfugiés sur les marchés du travail et dans l'enseignement; *c)* le soutien du revenu; *d)* les mesures de stabilisation économique et

³⁴ Cyprus Shipping News, «The Ukrainian Federation of employers is helping businesses to keep afloat», 25 août 2022.

³⁵ Allemagne, Canada, Danemark, Suède, Tchéquie et Union européenne.

de préservation de l'emploi dans les régions sûres du pays; e) l'appui aux réformes prioritaires du gouvernement ukrainien (droit du travail et apprentissage en ligne); et f) l'appui aux syndicats et aux organisations d'employeurs³⁶. Le coût de ces interventions prioritaires peut en partie être couvert par la réaffectation des montants actuellement alloués au portefeuille de la coopération pour le développement, qui s'élèvent à 13 millions de dollars É.-U. Tous les projets de coopération pour le développement ont été réorientés en faveur de l'une ou de plusieurs des priorités susmentionnées. Toutefois, des financements supplémentaires seront nécessaires. Les donateurs se concentrent sur l'aide humanitaire et l'appui financier, et le travail de développement et de reconstruction ne démarre que lentement. Une nouvelle initiative visant à aider les petites entreprises à se relocaliser dans des régions plus sûres a récemment été lancée. Le Bureau compte envoyer, dès que les conditions de sécurité permettront une visite sur le terrain et une collaboration étroite avec les partenaires nationaux, une mission multidisciplinaire qui sera chargée d'élaborer une initiative globale pour appuyer la mise en œuvre d'un plan de reprise et de reconstruction riche en emplois.

27. Plusieurs mesures juridiques récentes tendant à amender le Code du travail font craindre au mouvement syndical une restriction du champ d'application du droit du travail et des normes internationales du travail. En juillet 2022, un amendement visant à simplifier les relations professionnelles dans les petites entreprises a été adopté par le Parlement ukrainien, puis promulgué par le Président. La nouvelle loi ne permet pas au personnel des entreprises de moins de 250 salariés de bénéficier d'une protection suffisante de la part des syndicats. Le Bureau en analyse actuellement les dispositions et suivra de près la façon dont celles-ci seront appliquées dans le contexte de la loi martiale.
28. Le BIT continue de participer activement aux travaux de l'équipe de pays des Nations Unies en Ukraine et contribue à la mise en œuvre du nouveau Plan-cadre provisoire de transition. Celui-ci, qui couvre une période de dix-huit mois, fait suite au Plan-cadre de partenariat des Nations Unies pour l'Ukraine, qui courait jusqu'en 2022. Le Plan-cadre provisoire de transition permettra également une planification et une action plus intégrées à l'échelle de tout le système des Nations Unies, dans tous les domaines d'intervention en Ukraine, afin de répondre aux besoins humanitaires et de protéger les acquis du pays en matière de développement en concrétisant le lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix. Le BIT continue d'échanger et de collaborer activement avec ses partenaires du système des Nations Unies dans toutes les instances pertinentes, y compris dans le cadre du Forum régional de coordination de l'action en faveur des réfugiés, dirigé par le HCR³⁷, et de ses groupes de travail, ainsi que de la plateforme de coordination des secours d'urgence mise en place par l'ONU, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Mouvement international de la Croix-Rouge. En outre, des discussions concernant des projets d'assistance en Ukraine sont en cours avec d'autres organismes des Nations Unies, dont le HCR, l'OMS, la FAO et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

³⁶ On trouvera de plus amples informations sur la page intitulée [ILO response to the Ukraine crisis \(Central and Eastern Europe\)](#).

³⁷ [Terms of reference of the Regional Protection Working Group](#).

► Conséquences sur les autres pays de la sous-région

- 29.** Le conflit militaire en Ukraine a eu des répercussions négatives sur l'économie des pays d'Asie centrale. Les effets sont multiples; la situation continue d'évoluer et reste très volatile. Plusieurs tendances se dégagent toutefois. Tout d'abord, on s'attendait à ce que les sanctions économiques visant la Fédération de Russie contraignent les travailleurs migrants originaires d'Asie centrale à retourner dans leur pays d'origine, ce qui aurait eu pour conséquence d'accentuer la pression sur les marchés du travail et les systèmes de protection sociale. Cependant, d'après les ministères du travail des pays concernés et l'OIM, aucune augmentation importante des retours n'a été enregistrée. On prévoit néanmoins une baisse de plus de 20 pour cent des envois de fonds à destination de ces pays d'ici à la fin 2022. Par exemple, les envois de fonds représentent 34,5 pour cent du produit intérieur brut au Tadjikistan, 32,8 pour cent au Kirghizistan et 13,3 pour cent en Ouzbékistan. Les projections révisées pour 2022 tablent sur une baisse importante de ces montants, à hauteur de 22 pour cent au Tadjikistan, de 32 pour cent au Kirghizistan et de 21 pour cent en Ouzbékistan. De surcroît, les pays de la sous-région sont en proie à de forts taux d'inflation, qui demeurent toutefois à peu près conformes à ceux enregistrés dans d'autres parties du monde.
- 30.** En ce qui concerne les principes et droits fondamentaux au travail, le conflit militaire en Ukraine pourrait entraîner des reculs en matière de droits de l'homme, de droits au travail, de liberté syndicale, de travail des enfants et de travail forcé, et risque d'aggraver encore les écarts entre hommes et femmes ainsi que le chômage des jeunes, étant entendu que les jeunes et les femmes sont parmi les premiers à être exclus du marché du travail en cas de ralentissement économique ³⁸.
- 31.** Par ailleurs, les sanctions visant la Fédération de Russie ont entraîné le blocage des itinéraires commerciaux habituellement empruntés; en effet, la majorité des pays d'Asie centrale sont enclavés et dépendent donc pour leurs exportations des voies routières et ferroviaires, qui passent pour la plupart par la Fédération de Russie. Cette situation ajoute encore aux difficultés des entreprises et pèse sur leur capacité de préserver les emplois ou d'en créer (notamment pour les migrants qui rentrent chez eux) et de maintenir des emplois décents. Les organisations d'employeurs ont demandé que des analyses soient réalisées afin de mieux comprendre ces tendances et de pouvoir prendre des mesures stratégiques. D'après le Comité national de statistique du Kirghizistan, les exportations de janvier à juin 2022 étaient en baisse de 40 pour cent par rapport à la même période en 2021. En outre, selon les dernières données relatives à l'Ouzbékistan, les exportations auraient enregistré une croissance nulle par rapport à 2021 (juin 2022), tandis que les importations auraient augmenté de 13,2 pour cent.
- 32.** Depuis le début du conflit, les mandants de l'OIT ont axé leurs efforts sur les domaines d'action ci-après: *a)* analyses et prévisions macroéconomiques et recommandations stratégiques; *b)* appui à l'élaboration et à la mise en œuvre de mesures de lutte contre la crise; *c)* élaboration de stratégies de survie et renforcement des capacités des employeurs et des entreprises à cet égard; et *d)* appui à la mise en œuvre et au respect des normes internationales du travail, notamment des droits des travailleurs et de la liberté syndicale. Si les demandes formulées par les mandants tripartites ne sont pas explicitement liées au conflit militaire en Ukraine, elles découlent dans une certaine mesure de ses effets socio-économiques dans la région. L'ETD/BP-Moscou tient compte de ces questions dans le cadre de ses activités régulières avec

³⁸ OIT, *Emploi et questions sociales dans le monde, Tendances 2022*.

les mandants tripartites de l'OIT, et a entamé un dialogue avec le Bureau de l'OIM en Fédération de Russie pour poser les bases d'une enquête sur les migrations de main-d'œuvre qui sera axée sur les travailleurs migrants d'Asie centrale actuellement employés en Fédération de Russie et dont l'emploi risque de pâtir de la crise actuelle.

33. S'agissant du projet sous-régional à long terme sur la promotion de l'emploi des jeunes, qui était financé par un donateur russe, le BIT a des difficultés à trouver d'autres ressources. Il a été mis fin au projet en mai 2022 comme suite à la résolution adoptée en mars par le Conseil d'administration, ce qui a entraîné une brusque interruption des activités planifiées (apprentissage par les pairs dans le cadre de réseaux sous-régionaux pour l'emploi des jeunes, programmes régionaux pour l'emploi des jeunes en Fédération de Russie et formation des services publics de l'emploi à l'échelle nationale). Pour remédier à cette situation, le Bureau puise dans le compte supplémentaire du budget ordinaire afin de poursuivre les activités prioritaires en Ouzbékistan et en Azerbaïdjan, ce qui implique de reprogrammer certaines activités dans d'autres pays.
34. L'ETD/BP-Moscou a adopté une nouvelle stratégie de mobilisation de ressources aux fins des activités d'appui stratégique ou technique considérées comme prioritaires par les mandants, dans l'objectif d'aider ces derniers à faire face aux conséquences du ralentissement économique actuel. Cette stratégie consiste notamment à solliciter les donateurs existants pour financer une action dans les domaines techniques exigeant une attention urgente (administration du travail, sécurité et santé au travail, protection sociale ou encore droits des travailleurs, par exemple). Elle témoigne de l'importance de ces domaines techniques, dans lesquels il est essentiel d'agir pour remédier aux problèmes liés au conflit en Ukraine. Cette stratégie repose également sur la création de partenariats avec d'autres organismes des Nations Unies dans les domaines susmentionnés, ainsi que par l'intermédiaire du dispositif d'urgence pour le financement des interventions de développement qui a été instauré dans le cadre du Fonds commun visant la réalisation des objectifs de développement durable et qui a été activé en juillet 2022 pour faire face aux crises en cours sur les plans alimentaire, énergétique et financier, dont le conflit militaire en Ukraine a encore amplifié les effets. Grâce à ce dispositif, l'ETD/BP-Moscou a déjà mis à exécution trois projets pilotes en partenariat avec les organismes compétents des Nations Unies en Arménie, en Géorgie et en Ouzbékistan.

► Situation du personnel du BIT en Ukraine

35. Le BIT emploie toujours 14 personnes en Ukraine (1 coordonnateur national, 3 personnes recrutées sur le plan international et 10 recrutées sur le plan national), qui étaient en poste à Kyïv avant les hostilités. Toutes continuent de travailler en lieu sûr à l'extérieur de Kyïv. L'ONU ayant levé l'avis de relocalisation concernant Kyïv au mois de juillet, le BIT examine actuellement différents scénarios pour ramener son personnel dans la capitale. Il a établi un plan de continuité des activités et un dispositif d'urgence. Le plan propose un retour échelonné du personnel à Kyïv. Sa mise en œuvre nécessiterait de louer de nouveaux locaux considérés comme sûrs, au regard des normes de l'ONU en matière de sécurité, et d'acquérir du matériel de sécurité supplémentaire. Des espaces de bureau ont été trouvés à titre préliminaire dans les locaux du HCR (il s'agirait d'une colocation). Le BIT a dépêché une mission de sécurité sur le terrain fin septembre, qui a confirmé que les nouveaux espaces de bureau trouvés étaient adéquats et a recommandé le retour échelonné de tout le personnel à Kyïv, dans l'attente de la décision finale des instances dirigeantes du BIT.

36. Une autre difficulté tient à la capacité limitée du BIT à promouvoir la participation des mandants et de l'Organisation à la gestion de la crise, au relèvement du pays et aux efforts de reconstruction. Avec sa présence limitée, l'équipe en poste en Ukraine est de taille trop modeste pour participer et contribuer aux travaux de tous les mécanismes de coordination mis en place sur les plans national et international pour aider l'Ukraine. Or l'expérience acquise dans le cas d'autres pays enseigne que les secours humanitaires peuvent vite se convertir en mesures de développement, le risque étant que d'autres partenaires de développement n'investissent des domaines qui sont au cœur du mandat de l'OIT. Une solution pourrait consister à renforcer temporairement la capacité de coordination de l'équipe en poste en Ukraine ainsi que sa capacité technique.

► Solutions envisageables dans l'hypothèse d'une relocalisation temporaire de l'Équipe d'appui technique au travail décent et bureau de pays de l'OIT pour l'Europe orientale et l'Asie centrale

37. À la suite de l'adoption par le Conseil d'administration de sa résolution du 22 mars 2022, l'Organisation a provisoirement suspendu ses activités de coopération et d'assistance techniques en faveur de la Fédération de Russie. Le Bureau a également suspendu les invitations conviant la Fédération de Russie à participer à toutes les réunions de l'OIT dont la composition est laissée à la discrétion du Conseil d'administration, telles que les réunions techniques et les réunions d'experts, la Conférence internationale des statisticiens du travail ou le Groupe de travail tripartite chargé de la question de la pleine participation, démocratique et sur un pied d'égalité, à la gouvernance tripartite de l'OIT et autres colloques, ateliers et réunions similaires. Les dispositions de la résolution ont aussi été appliquées à la participation des ressortissants russes aux activités de formation organisées par le Centre international de formation de l'OIT, Turin.
38. À la date de l'élaboration du présent rapport, les effectifs de l'ETD/BP-Moscou étaient répartis comme suit: 11 postes de fonctionnaire de la catégorie des services organiques financés par le budget ordinaire; 4 postes de fonctionnaire de la catégorie des services organiques soumis à recrutement national, dont 3 financés par le budget ordinaire et 1 par des contributions volontaires; 10 postes de fonctionnaire de la catégorie des services généraux, dont 7 financés au moyen du budget ordinaire et 3 au moyen de contributions volontaires. En tout, l'ETD/BP-Moscou compte 25 fonctionnaires en poste à Moscou qui sont titulaires d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat à durée indéterminée. Deux personnes additionnelles ont été recrutées sur le plan national pour des contrats à court terme.
39. À ce jour, l'ETD/BP-Moscou continue de travailler au même endroit sans que la situation actuelle ne soulève d'obstacles majeurs (restrictions de déplacement, problèmes de visa ou encore limitations en matière de technologies de l'information et des communications ou de transactions financières). L'ETD/BP-Moscou continue de fournir des services aux mandants dans cette sous-région sans se heurter à des problèmes opérationnels ou financiers importants. Partant, le Directeur général estime qu'il n'est pour l'heure pas nécessaire de donner effet à la relocalisation temporaire envisagée. Si la situation venait à se dégrader et à exiger une attention et une action d'urgence, le Directeur général consulterait les organes directeurs compétents de l'Organisation afin de déterminer la meilleure manière de procéder

pour sauvegarder les activités de coopération ou d'assistance technique menées en faveur de tous les autres pays de la sous-région et de faire preuve de la diligence requise envers le personnel du BIT. Il convient de mentionner également que le Bureau a reçu des communications des gouvernements de l'Arménie, du Bélarus, du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan (le plus grand bénéficiaire des fonds affectés à la coopération pour le développement), dans lesquelles ceux-ci ont exprimé leur satisfaction à l'égard des services fournis par l'ETD/BP-Moscou depuis son emplacement actuel et ont insisté sur l'importance particulière de faire en sorte que cette assistance se poursuive sans discontinuer, ainsi que sur les incidences possibles d'une relocalisation.

40. Comme demandé par le Conseil d'administration à sa 345^e session (juin 2022), le Bureau présente ci-après plusieurs solutions détaillées, estimations budgétaires à l'appui, dans l'éventualité d'une relocalisation temporaire de l'ETD/BP-Moscou, conformément aux dispositions de la résolution du Conseil d'administration. D'après la dernière estimation établie sur la base des effectifs actuels, la relocalisation de l'ensemble de l'équipe coûterait, pour la première année, soit 5,65 millions de dollars É.-U. si Genève est choisie comme localité d'accueil, soit 2,94 millions de dollars É.-U. si Budapest est choisie. Toutes les considérations précédemment exposées concernant les espaces de bureau, l'acquisition de matériel, la situation du personnel recruté sur le plan local et des personnes à sa charge, l'augmentation des frais de mission et les obligations découlant de la location des locaux actuels à Moscou demeurent d'actualité ³⁹.
41. Le Bureau a également calculé les coûts supplémentaires à supporter si l'équipe de l'ETD/BP-Moscou était temporairement relocalisée vers les deux centres d'activité de l'ONU dans la région – Istanbul (Turquie) et Almaty (Kazakhstan) – ou vers Tachkent (Ouzbékistan), où l'OIT a un large portefeuille de projets de coopération pour le développement. Les conséquences budgétaires pour la première année sont estimées à: 2,11 millions de dollars É.-U. pour Istanbul; 2,73 millions pour Tachkent; et 1,87 million pour Almaty. Comme le Bureau l'a indiqué dans son précédent rapport de juin 2022, des espaces de bureaux peuvent être obtenus sans frais supplémentaires à Genève et à Budapest, tandis qu'il faudrait louer des locaux adéquats à Istanbul, à Tachkent et à Almaty, ce qui représenterait un surcoût estimé à 180 000 à 250 000 dollars É.-U. par an. Les estimations réalisées pour chacune des solutions proposées ci-dessus reposent sur l'hypothèse que l'ensemble du personnel de l'ETD/BP-Moscou sera relocalisé vers les différentes localités désignées.
42. Une autre solution consisterait à ne relocaliser temporairement vers l'une de ces localités que certains des fonctionnaires de la catégorie des services organiques recrutés sur le plan international, tandis que le personnel recruté sur le plan local continuerait de travailler dans les locaux actuels à Moscou ou de télétravailler depuis son lieu d'affectation avec une supervision adéquate. Dans ce cas, les coûts supplémentaires pour la première année sont estimés à: 1,90 million de dollars É.-U. pour Genève; 1,04 million pour Budapest; 780 000 dollars pour Istanbul; 990 000 pour Tachkent; et 630 000 pour Almaty.
43. Enfin, en examinant l'hypothèse d'une relocalisation, le Bureau doit également déterminer si l'OIT a conclu avec le pays d'accueil un accord concernant son statut juridique, ses privilèges et ses immunités ainsi que ceux de son personnel et des autres personnes travaillant pour elle. En outre, la localité considérée doit disposer des installations nécessaires à un bon fonctionnement dans le pays, et notamment d'une connectivité adéquate avec les pays bénéficiaires de l'assistance, dans des conditions qui ne soient pas moins favorables que celles

³⁹ GB.345/INS/5/3, paragr. 35-36.

accordées aux autres institutions des Nations Unies; tel est le cas de la Suisse et de la Hongrie, qui disposent d'infrastructures testées et éprouvées. Comme il était indiqué dans le rapport présenté en juin 2022 au Conseil d'administration, une hypothétique relocalisation vers les deux centres d'activité de l'ONU dans la région ou vers une localité où l'OIT a un large portefeuille de projets de coopération pour le développement nécessiterait de conclure avec le pays d'accueil un accord comprenant, entre autres, des dispositions qui pourvoient à ce dont l'Organisation a spécifiquement besoin pour mener ses activités de coopération pour le développement dans les pays concernés et qui facilitent la prise de dispositions aux fins des activités menées dans tel ou tel pays de la région.

44. À en juger par l'expérience passée, la conclusion d'un accord avec le pays d'accueil peut prendre plusieurs mois. En l'occurrence, il est particulièrement important d'examiner si le pays concerné a ratifié la Convention de 1947 sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, y compris son annexe I relative à l'OIT. Parmi les trois pays mentionnés plus haut – le Kazakhstan ⁴⁰, l'Ouzbékistan et la Türkiye –, seul l'Ouzbékistan est partie à la Convention de 1947 et à l'annexe I de celle-ci, qu'il a signées en février 1997.
45. S'il devenait nécessaire de donner effet à l'une ou l'autre des solutions présentées ci-dessus afin de sauvegarder les activités de coopération ou d'assistance technique en faveur des autres pays de la région, des consultations seraient menées avec les représentants du personnel, conformément aux mécanismes existants, au sujet des conséquences qui en résulteraient pour le personnel concerné.
46. Pour l'heure, les autres entités des Nations Unies ayant une présence active en Fédération de Russie maintiennent leur présence dans le pays ⁴¹. À la suite de l'adoption le 10 mai 2022 d'une résolution par le [Comité régional de l'Europe](#) de l'OMS, la 75^e Assemblée mondiale de la Santé a adopté une résolution reprenant l'essentiel des propositions formulées par le Comité régional ⁴². Dans ce contexte, il convient de noter que les décisions du Comité régional sur la relocalisation éventuelle du [Bureau européen de l'OMS pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles](#), qui est basé à Moscou, demeurent en suspens. Dans le même temps, des modalités de travail hybrides ont été mises en place par la direction régionale, tandis que le bureau de pays de l'OMS pour la Fédération de Russie est toujours en activité, selon les paramètres fixés par la résolution ⁴³.

► **Projet de décision**

47. **Au vu de l'évolution de la situation en Ukraine, telle que décrite dans le document GB.346/INS/14, et de la Résolution concernant l'agression commise par la Fédération de Russie contre l'Ukraine du point de vue du mandat de l'Organisation internationale du**

⁴⁰ Aucun accord particulier n'a été conclu avec le Kazakhstan au sujet du statut juridique de l'OIT. En 2021, le Kazakhstan a déposé un instrument d'adhésion à la Convention de 1947 qui était assorti de réserves et qui n'a pas encore été enregistré par le Secrétaire général de l'ONU compte tenu de la nature des réserves, l'une d'elles portant sur l'exemption des droits de douane pour l'OIT.

⁴¹ [United Nations in the Russian Federation](#).

⁴² OMS, [EUR/RCSS/CONF./2 Rev.2](#), 10 mai 2022; et [WHA75.11](#), 28 mai 2022.

⁴³ OMS, [A75/A/CONF./6](#), 23 mai 2022.

Travail (OIT), adoptée par le Conseil d'administration à sa 344^e session (mars 2022), le Conseil d'administration:

- a) prend note des informations figurant dans le document;**
- b) se dit une nouvelle fois très vivement préoccupé par l'agression contre l'Ukraine que continue de mener la Fédération de Russie, aidée en cela par le gouvernement du Bélarus, et par les conséquences de cette agression pour les mandants tripartites en Ukraine, qu'il s'agisse des travailleurs, des employeurs ou de son gouvernement démocratiquement élu, ainsi que pour le monde du travail au-delà de l'Ukraine;**
- c) exhorte de nouveau la Fédération de Russie à cesser son agression immédiatement et sans condition;**
- d) exhorte la Fédération de Russie à respecter toutes les obligations qui découlent de sa ratification des conventions de l'OIT, notamment de la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée, particulièrement en ce qui concerne le rapatriement des gens de mer et l'accès aux soins médicaux, ainsi que de la convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960, particulièrement en ce qui concerne l'exposition des travailleurs aux rayonnements ionisants pendant leur travail;**
- e) prend note de la suspension provisoire de la coopération et de l'assistance techniques en faveur de la Fédération de Russie, notamment de l'arrêt du projet de partenariat public-privé, ainsi que des invitations à participer à toutes les réunions de l'OIT à caractère discrétionnaire, y compris aux activités de formation offertes par le Centre international de formation de l'OIT, Turin;**
- f) exprime sa sincère gratitude au personnel du BIT en Europe centrale et orientale et en Ukraine pour les efforts qu'il déploie sans relâche à l'appui des mandants tripartites en Ukraine, ainsi qu'aux organisations de travailleurs et d'employeurs en Ukraine pour leur soutien et le volontarisme de leurs efforts;**
- g) continue d'exprimer son soutien indéfectible aux mandants tripartites en Ukraine, et prie le Directeur général de continuer de répondre aux besoins des mandants en Ukraine et d'élargir les efforts de mobilisation de ressources du Bureau;**
- h) prend note des solutions détaillées, y compris des informations budgétaires, et des considérations présentées par le Directeur général au sujet de la relocalisation temporaire de l'Équipe d'appui technique au travail décent et bureau de pays de l'OIT pour l'Europe orientale et l'Asie centrale (ETD/BP-Moscou), et demande au Directeur général de continuer de surveiller la capacité opérationnelle de l'ETD/BP-Moscou afin de sauvegarder les activités de coopération ou d'assistance technique en faveur de tous les autres pays de la sous-région;**
- i) demande au Directeur général de continuer de suivre les répercussions que l'agression menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine a sur le monde du travail et de lui rendre compte, à sa 349^e session (octobre-novembre 2023), de l'évolution de la situation à la lumière de la résolution.**